



[ORANGE] La CFDT s'est battue pour obtenir un accord offrant des mesures sur la période 2023-2026 et non pas seulement sur l'année 2023 comme le souhaitait la direction. C'est certes une victoire pour la CFDT. Mais c'est aussi un symptôme caractéristique

MESURES FINANCIÈRES

Pour les salariés qui choisiront de rester à la vente, en boutique à l' Agence Distribution ou à la Générale de Téléphone, filiale à 100% d'Orange SA :

La CFDT a obtenu un minimum de 5800€

Pour arrêt d'exploitation/fermeture prime de fidélisation une garantie de différentiel PVC pendant 6 mois 200€ pour ceux ayant déjà subi une fermeture de boutique sur les 3 dernières années Pour les salariés qui choisiront de prendre un poste hors Agence

Distribution : 800€ seront versés

Pour arrêt d'exploitation/fermeture de boutique une garantie de différentiel PVC pendant 6 mois pour ceux qui prendront un poste avec PVC (part variable

commerciale) ou une prime équivalente à 6 mois de PVC pour ceux qui prendront un poste sans PVC 200€ pour ceux ayant déjà subi une fermeture boutique sur les 3 dernières années Pour la CFDT, la direction sous-estime les coûts financiers des salariés qui prendront un poste en Unité d'intervention, en Unité Service Client ou en Division. Mais chaque salarié bénéficiera de trois offres de poste en maison-mère. La CFDT a demandé l'intégration d'une partie de la PVC dans le salaire, mais la direction a refusé ...

Seule voie de recours : saisir votre représentant CFDT local qui pourra défendre votre dossier sur la base des textes conventionnels que la CFDT a déjà signés.

POUR VOUS DÉFENDRE, ADHÉREZ A LA CFDT ! FÉDÉRATION F3C AUTRES MESURES

Transports en commun pris en charge par l'entreprise à 100% pendant 3 ans en cas de souscription à un nouvel abonnement ou de choix des transport en commun comme mode de mobilité principal dans le cadre d'un trajet multimodal

En cas d'absence de transport en commun, l'entreprise s'engage à une indemnisation : jusqu'à 5000€ sur la base du calcul des frais supplémentaires d'utilisation du véhicule personnel sur 3 années, liés à l'aggravation de distance entre l'ancien et le nouveau trajet domicile-travail (carburant, péage, parking éventuel)

La GDT, un choix avec droit de retour

Les salariés qui choisiront d'intégrer la Générale de Téléphone bénéficieront d'un droit de retour dans les 6 premiers mois de prise de poste, puis après 24 mois dans le poste.

Une commission de suivi locale.

Elle permettra de saisir la direction des cas individuels spécifiques que la CFDT prendra en charge. Adhérer à la CFDT, c'est prendre soin de ses intérêts et avoir les moyens de les défendre.

CET ACCORD N'OFFRE PAS TOUTES LES GARANTIES DEMANDÉES PAR LA CFDT. NOTAMMENT EN MATIÈRE D'ORGANISATION DU TRAVAIL (temps convenu, télétravail ...). IL CONTIENT TOUTEFOIS DES MESURES FINANCIÈRES NON-NÉGLIGEABLES CET ACCORD DOIT-IL ÊTRE SIGNÉ ? POUR LA CFDT, LES ADHÉRENTS DÉCIDERONT

Cfdt: NÉGOCIATION BOUTIQUES :
LA CFDT EXIGE DES MESURES FINANCIÈRES, PUIS
D'AMÉNAGEMENT ET D'ORGANISATION DU TRAVAIL,
POUR COMPENSER LES COÛTS RÉELS ET INDUITS DES MOBILITÉS FORCÉES

Avril 2023

La CFDT s'est battue pour obtenir un accord offrant des mesures sur la période 2023-2026 et non pas seulement sur l'année 2023 comme le souhaitait la direction. C'est certes une victoire pour la CFDT. Mais c'est aussi un symptôme caractéristique du détachement du climat social à ORANGE.

MESURES FINANCIÈRES

■ Pour les salariés qui choisissent de rester à la vente, en boutique à l'Agence Distribution ou à la Générale de Téléphonie, filiale à 100% d'Orange SA :

La CFDT a obtenu un minimum de 1800€

Pour être d'implémentation immédiate et sans déduction
 ■ une garantie de différentiel PVC pendant 5 mois
 ■ 20€ par mois pour ceux qui ont été en formation
 de 2023 sur les 2 dernières années.

■ Pour les salariés qui choisissent de prendre un poste hors Agence Distribution :

800€ seront versés

Pour être d'implémentation immédiate de l'accord
 ■ une garantie de différentiel PVC pendant 5 mois pour ceux qui prennent un poste hors PVC (part variable commerciale) ou une prime d'ancienneté à 5% de PVC pour ceux qui prennent un poste hors PVC
 ■ 20€ par mois pour ceux qui ont été en formation boutique sur les 2 dernières années.

■ Pour la CFDT, la direction sous-estime les coûts financiers des salariés qui prennent un poste en local d'entretien, en ligne Service Client ou en Divulco. Mais chaque salarié bénéficiera de trois offres de poste en maison-cible. La CFDT a demandé l'intégration d'une partie de la PVC dans le système, mais la direction a refusé.

■ Seule voie de recours : saisir votre représentant CFDT local qui pourra défendre votre dossier sur la base des textes conventionnels que la CFDT a déjà signés.

POUR VOUS DÉFENDRE, ADHÉREZ À LA CFDT !

AUTRES MESURES

Transports en commun pris en charge par l'entreprise à 100% pendant 3 ans

en cas de suspension ou de licenciement ou de choix de transport en commun comme mode de mobilité principal dans la durée (voir l'accord multilatéral)

■ En cas d'absence de transport en commun, l'entreprise s'engage à une indemnisation :

jusqu'à 5000€

sur la base de l'écot de frais supplémentaires d'utilisation du véhicule personnel sur 3 années, ou à l'équivalent de distance entre l'ancien et le nouveau lieu de domicile (selon les modalités de l'accord)

La GDT, un choix avec droit de retour

Les salariés qui choisissent d'intégrer la Générale de Téléphonie bénéficieront d'un droit de retour dans les 8 premiers mois de prise de poste, puis après 24 mois dans le poste.

Une commission de suivi locale

Elle permettra de saisir la direction des cas individuels spécifiques que la CFDT prendra en charge. Adhérer à la CFDT, c'est prendre soin de ses intérêts et avoir les moyens de les défendre.

CET ACCORD N'OFFRE PAS TOUTES LES GARANTIES DEMANDÉES PAR LA CFDT,

NOTAMMENT EN MATIÈRE D'ORGANISATION

DU TRAVAIL, (temps complet, télétravail)...

IL CONCERNE TOUTES LES MESURES FINANCIÈRES NON-MESURABLES

CET ACCORD DOIT-IL ÊTRE SIGNÉ ?
POUR LA CFDT, LES ADHÉRENTS DÉCIDERONT



Documents

[La CFDT s'est battue pour obtenir un accord offrant des mesures sur la période 2023-2026 et non pas seulement sur l'année 2023 c](#)